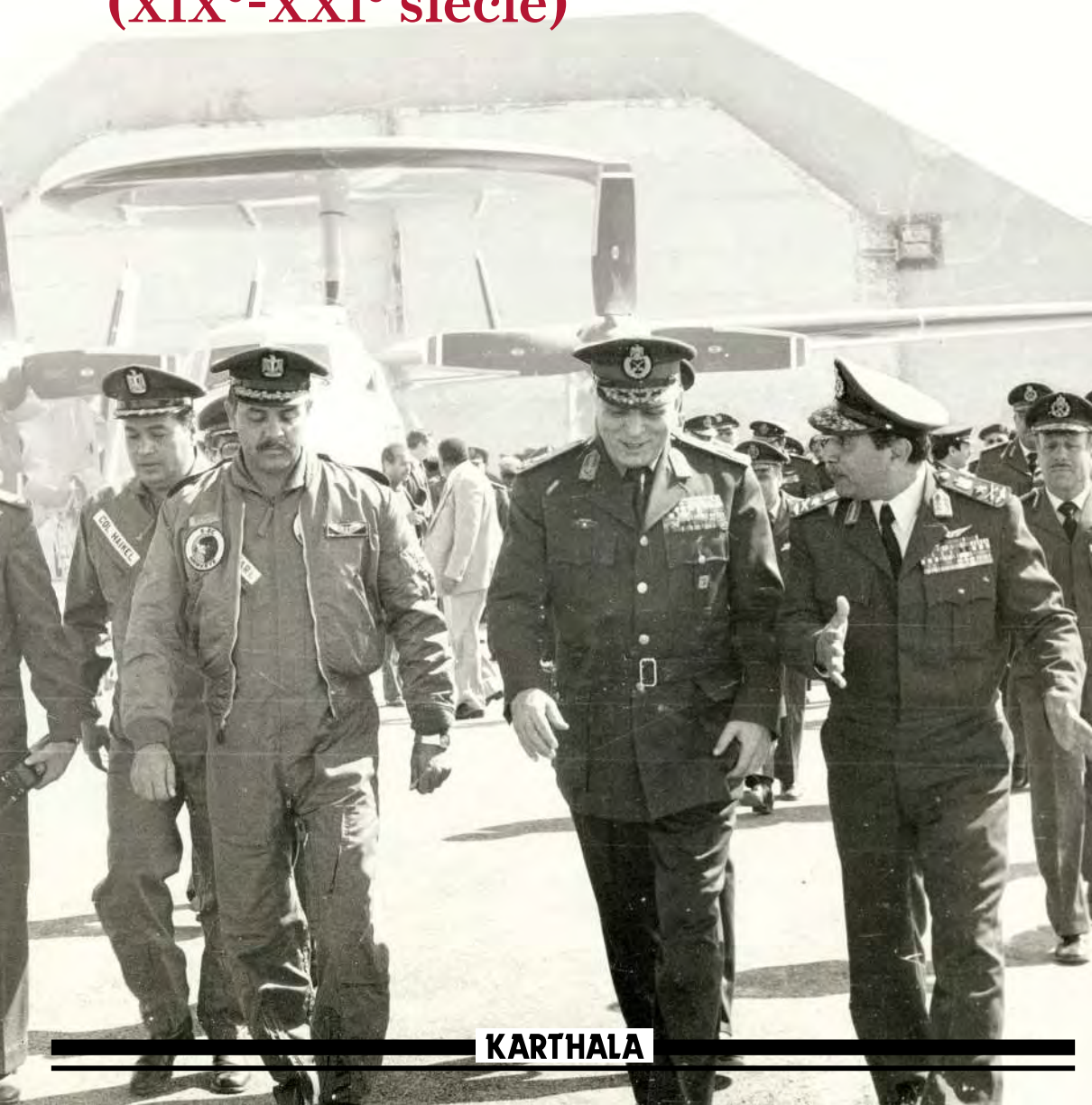

Mohammed Anouar Moghira

Les armées arabes et le pouvoir d'État

Militaires du peuple ou du régime?
(XIX^e-XXI^e siècle)



KARTHALA

Discipline dans l'armée, discipline de l'armée : n'est-ce pas souvent pour avoir érigé son règlement en religion et s'être instituée conservatrice en chef des vertus oubliées que l'armée fait irrémédiablement irruption sur la scène politique du monde arabe ? Et pourquoi, dans cette région du monde, son poids a-t-il été et reste déterminant dans le déroulement du jeu politique et l'évolution des régimes ? L'histoire politique de ces pays donne-t-elle à comprendre ce phénomène, d'autant plus crucial à l'heure de la mondialisation, où la diplomatie est devenue stratégie générale. Comment saisir que l'armée est et reste la puissance qui crédite le militaire arabe d'un pouvoir sans égal ?

L'objectif de ce livre est d'expliquer l'évolution du rôle politique des officiers militaires durant les différents pouvoirs autocratiques arabes et les coups d'État de la fin du XIX^e à aujourd'hui (les *Printemps arabes* compris) ; de comprendre la spécificité du rôle extra-militaire de ces armées ; d'évaluer leur omniprésence aux niveaux décisionnels et de savoir pourquoi elles restent garantes de la stabilité de régime totalitaire.

Par cette approche historicisée des régimes et de leur rapport à l'armée, l'auteur relativise les analyses conférant trop d'importance aux questions des arsenaux, des budgets d'armement sophistiqué et de l'industrie militaire, ainsi que l'approche tactique de conflits régionaux, fait ainsi apparaître les évolutions non linéaires de la construction de ces États à travers le prisme des institutions militaires de chaque pays, elles-mêmes au prise avec la création depuis bientôt soixante-dix ans de l'État israélien. Enfin, l'auteur aborde ce sujet à travers les récents événements des *Printemps arabes*, révélant la montée en puissance d'une nouvelle génération d'officiers nationalistes dont il interroge les missions qui leur seront dévolues, en particulier pour l'Égypte.

Cet ouvrage de synthèse historique et régionale témoigne de la force de ces institutions militaires, aussi bien sur le plan institutionnel, sociologique, que politique ; analyse pourquoi les militaires suscitent tant d'adulation et de vindicte populaire par leur éthique et leur image au sein des populations locales.

Né en 1945 à Toshkâ (Nubie), Mohammed Anouar Moghira – colonel (CR) dans l'armée égyptienne – est expert des questions de défense, de stratégie militaire et des services de renseignement arabes. Aujourd'hui journaliste, il est l'auteur d'ouvrages politiques et historiques, entre autres : L'isthme de Suez, passage millénaire (640-2000), [L'Harmattan, 2002] ; L'Égypte en République, la vie quotidienne (1952-2005), [L'Harmattan, 2006] ; L'Égypte, clé des stratégies au Moyen-Orient, [L'Âge d'Homme, 2009].

**LES ARMÉES ARABES
ET LE POUVOIR D'ÉTAT**

Visitez notre site :
www.karthala.com
Païement sécurisé

Couverture : Le maréchal Abou-Ghazala accompagné de l'état-major
de l'armée de l'Air sur une base au Sinaï en 1988
(photo de l'auteur).

© Editions Karthala, 2015
(Première édition papier, 2015)
ISBN : 978-2-8111-1153-3

Mohammed Anouar MOGHIRA

Les armées arabes et le pouvoir d'État

Militaires du peuple ou du régime ?

(XIX^e-XXI^e siècle)

**Éditions KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris**

« L'Armée est le pilier de la Révolution. »

Gamal Abdel-Nasser à Alexandrie, le 20 juin 1957

*« Le soldat prie surtout pour la paix car, en cas de guerre,
c'est lui qui est appelé à être le plus gravement touché
et à porter les cicatrices les plus profondes. »*

Farîq Ismaïl Safouat

Ismaïlia, zone militaire du canal de Suez, octobre 1973

*À mon épouse Marie-France,
pour sa collaboration,
à nos enfants Ali et Bérénice-Khadija*

Remerciements

Mes remerciements vont à Al-Ahram, au Centre d'Études Politiques et Stratégiques (CÉPS), le Conseil Suprême des Forces Armées égyptiennes (CSFAÉ), le Centre de la République pour les Études Stratégiques (CRÉS), le *farîq* Hassan al-Badri, les *liwâ'* Hossâmeddine Swéilem, Sameh Seif al-Yazal, Taha al-Magdoub, Tal'at Mossallem, Yousri al-Azabawi, Adel Soliman et Mohammed Qadri Saïd, le *'aqîd* (aviateur) Mohammed Abdel-Moneim, les analystes militaires Ahmed Abdel-Halim et Abdel-Wahhab Bakr, M. Gehad Auda, les universitaires Hassan Nafa'a, Dr Mohammed Cha'abane, Dr Badaoui Abdel-Latif, et à mes anciens compagnons d'armes, officiers généraux des forces armées égyptiennes.

Avant-propos

« Aucune révolution réelle n'est réalisable sans la présence d'une armée d'origine populaire et alliée des masses laborieuses. »

(Un 'aqîd de l'armée égyptienne, février 2011)

Dans son livre *Army Officer in Arab Politics and Society*, Eliezer Beeri expliquait le phénomène des coups d'État militaires par « l'incapacité de l'ancienne élite gouvernante à garder le pouvoir, surtout que la classe politique est incapable, par sa faiblesse, de prendre le pouvoir et que la classe ouvrière est dans une situation d'immaturité, les militaires viennent combler le vide qui se crée ».

Après les révolutions populaires du *Printemps arabe* en 2011, une étude s'impose sur le rôle des armées dans le monde arabe. Celle-ci débutera par un rappel historique sur la création puis la régénérescence de l'armée égyptienne par Mohammed-Ali pacha et de sa formation technique par le colonel français Sève. Elle se poursuivra avec les nombreux coups d'État militaires et la prise du pouvoir par les officiers après une révolution, souvent violente, de la fin du XIX^e au XXI^e siècle. Du Machreq au Maghreb – Égypte, Soudan, Syrie, Iraq, Yémen, Libye, Algérie, Liban – nous témoignerons que les armées représentent une force incontournable, tour à tour institutionnelle, sociologique, régionale, politique. Nous verrons pourquoi l'armée suscite autant d'adulation que de vindicte à cause de son omniprésence, sa puissance, son éthique et son image au sein des populations.

Discipline dans l'armée, discipline de l'armée : n'est-ce pas souvent pour avoir érigé son règlement en religion et s'être instituée conservateur en chef des vertus oubliées qu'elle fait, un beau jour, irruption sur la scène

politique ? On insistera sur son poids régional, à l'heure où la diplomatie est devenue stratégie générale. Le canon reste l'axe du monde et la grandeur est moins que jamais divisible. L'arme c'est la puissance qui, dans les luttes internes, crédite le soldat d'un pouvoir sans égal. À ce titre, l'armée devient un enjeu entre clans opposés. Elle est tantôt un acteur infra-étatique – Hezbollah contre Tsahal dans la guerre du Liban (2006) – tantôt interventionniste en Iraq contre l'Iran (1980-1988) et dans les guerres civiles en Libye et en Syrie (2011). Ce que les stratèges appellent le temps perdu de la guerre. Bref, l'armée est trop forte pour ne pas être crainte ou courtisée, y compris aujourd'hui où ses structures, comme celles de la société, limitent considérablement les possibilités de recours ou de répression qu'on persiste à lui prêter. Certes, aucune armée arabe n'est intervenue pour rectifier la trajectoire autoritaire d'un régime. Elle est restée la garante de la stabilité du pouvoir. Cela invalide aussi une analyse sur la puissance des armées et l'importance donnée à leurs arsenaux destinés à amplifier la menace de celles-ci pour justifier l'intervention étrangère ou les empêcher de s'armer.

Des budgets d'armement considérables sont prévisibles pour quelques États phares. Dans le cadre du nouvel ordre militaire régional, la modernisation des armées arabes représente des enjeux constants. L'industrie de l'armement relance son développement. On cite l'exemple de l'Organisation Arabe d'Industrialisation Militaire en Égypte. Une armée bien équipée reste une question de prestige, de fierté nationale et, théoriquement, de dissuasion. La région du Proche et Moyen-Orient détient le record mondial des dépenses militaires. L'accroissement des crédits consacrés à la défense est de nature à faire oublier aux généraux leur sentiment de frustration, suite aux humiliantes guerres de Palestine et des Six-Jours. Israël doit-il alors craindre certaines nouvelles armées arabes ? Tsahal est-elle toujours une force invincible ? Que dire aussi des alliances militaires entre l'Occident et le Monde arabe, sont-elles des blocs à risque ? Celle entre les États-Unis et l'Égypte, ou l'Arabie saoudite, qui tente de contrer l'hégémonie régionale de l'Iran au Moyen-Orient, en est une preuve. Les pays arabes et l'Europe sont-ils voisins ou cousins ? La recomposition géostratégique des armées régionales est en cours afin de combler le déséquilibre dans les rapports de force. De leur côté, les militaires demeurent des acteurs majeurs potentiels pour d'autres révolutions arabes à venir, au Soudan ou en Mauritanie par exemple. Ils scellent dorénavant le sort des dirigeants après en avoir été longtemps leurs indéfectibles soutiens.

Tout au long du XX^e siècle, les forces armées arabes et les militaires qui la composent ont joué un rôle important dans la vie politique et sociale de

la plupart des pays du Proche et Moyen-Orient. Mais les rapports entre les officiers et la politique dans cette région du monde ont connu à la fois des formes variées et une ampleur différente selon les pays. Du simple passage de la carrière militaire à celle politique (Israël), à la mainmise totale et de longue durée sur l'appareil d'État (de nombreuses républiques arabes), en passant par le rôle de gardiens vigilants des institutions à intervalles plus ou moins réguliers (Turquie), les militaires, de manière individuelle, et les forces armées, en tant qu'institutions, se sont impliqués dans le jeu politique selon des modalités très diverses et pour des raisons dissemblables ou contradictoires. Afin d'expliquer leur décision de s'immiscer dans les affaires politiques, ils ont parfois évoqué les nécessités de changement, de rupture, de progrès. À l'inverse, dans d'autres cas, ils se sont référés à la raison d'État visant à la conservation des systèmes politiques en place. La défense nationale face à la menace externe mais aussi le maintien de la paix sociale à l'intérieur des frontières furent des prétextes tour à tour invoqués par l'armée ou par un groupe d'officiers pour justifier les raisons d'une intervention ponctuelle ou pour légitimer la prise en charge du destin des pays pendant un certain temps.

De ce point de vue, le cas de presque tous les pays arabes reste assez exceptionnel. Certes, au cours du ^{xx}e siècle, l'armée est intervenue à plusieurs reprises, directement ou indirectement, dans la gestion politique de la nation, mais de façon décroissante. Cette distanciation des forces armées par rapport aux événements politiques n'a paradoxalement pas fait disparaître totalement l'impact politique que ceux-ci pouvaient avoir dans les périodes décisives. Ainsi, au moment des coups d'État, la décision des états-majors de proclamer la neutralité des armées a eu des conséquences politiques importantes. Au profil politique relativement modeste de l'armée, surtout dès le milieu des années 1950 et jusqu'aux révolutions arabes de janvier 2011, avec l'instauration des régimes démocratiquement élus et la chute des dictateurs, a succédé une situation inédite dans le monde arabe concernant le rapport de forces entre les armées et le pouvoir politique. En effet, pour la première fois, l'équation classique du rapport entre civils et militaires est remplacée par une autre, celle du rapport entre les islamistes et les militaires, situation propre à une théocratie.

La spécificité du rôle extra-militaire des armées arabes ainsi que des milices mérite réflexion. À quoi sert l'armée dans le monde arabe ? Les sciences politiques ont une expression pour la désigner : l'« État profond », dans lequel les généraux ont pour fonction première de protéger – ou de commander – les autorités civiles en place. L'armée n'est pas un acteur à négliger : elle est partout, à tous les niveaux décisionnels. Théoriquement, les États disposent de forces armées pour défendre leurs territoires. Ce

schéma semble s'inverser dans plusieurs pays arabes où ce sont les militaires qui disposent de l'État.

Quelle mission sera dévolue à l'avenir aux armées ? Après la chute des dictatures, s'oriente-t-on vers une nouvelle ère de coups d'État face à deux adversaires : l'intégrisme et le communautarisme ? Ou deviendront-elles *de facto*, en temps de paix, un pouvoir de contrôle étatique important pour les régimes post-révolutionnaires ? Des généraux incitent à poursuivre une stratégie sécuritaire nationale, indépendante du parapluie occidental et une politique continue de défense régionale. Par ailleurs, ils ne veulent pas perdre leurs privilèges dans la nébuleuse des affaires économiques locales... Le *Printemps arabe* n'a-t-il pas révélé la montée en puissance d'une nouvelle génération d'officiers nationalistes dans diverses armées ? Assureront-ils la transition démocratique des révolutions populaires ? La région pourrait-elle de nouveau être menacée par la prolifération de missiles balistiques ? Pour l'heure, parmi les militaires arabes l'option Bactériologique et Chimique (bc) demeure potentiellement envisageable. Les interrogations sont nombreuses et cet ouvrage tente d'y apporter des réponses. Tout en sachant que l'armée n'a rien de monolithique, même s'il lui arrive d'être trop rigide ou d'oublier que l'honneur est simple « poésie du devoir » et non culte dérisoire d'une grandeur ou d'une unité pleine de dangers. Comme l'affirmait un homme d'État arabe : « On ne fait pas la révolution contre les Armées ».

L'objet de ce livre est, d'une part, d'essayer d'expliquer l'évolution sur un siècle du rôle politique des armées arabes sous les différents régimes autocratiques qu'a connus la région. Également, de voir comment et pourquoi les armées ont progressivement perdu leur rôle durant les grands conflits régionaux, aussi bien en tant que protecteur du peuple que défenseur de l'intégrité de la nation. Et ceci en dépit du fait que presque tous les chefs d'États arabes étaient eux-mêmes issus des rangs de l'armée. Ensuite, on tentera de voir comment se sont organisés depuis 2011 – surtout en Égypte et en Tunisie – les liens entre islamistes et forces armées, deux groupes à l'origine antagonistes. L'évocation de la situation sous les nouveaux régimes post-révolutionnaires permettra de voir comment les forces armées ont été subordonnées au pouvoir politico-religieux, mais aussi dans quel cas de figure les militaires pourront éventuellement jouer un rôle politique au cours des prochaines décennies pour l'avenir des nouvelles démocraties exigées par le peuple.

Mohammed Anouar MOGHIRA
(*Abou-Simbel*, 2014)

Introduction

« L'armée égyptienne forme une pyramide avec le raïs pour sommet. »

mouchîr Abdel-Hakim Amer

Un homme devait tirer la grande leçon de l'expédition française en Égypte et donner au pays les cadres d'une armée : ce fut Mohammed-Ali pacha (1769-1849). Le trait de génie de cet homme, qui prouve son originalité, est d'avoir étudié les situations locales et régionales puis découvert un élément nouveau qui devait lui assurer le pouvoir absolu : la force militaire. D'un œil perspicace, il comprit tout le parti à tirer de la division entre les Ottomans qui n'avaient pas réussi à exterminer les Mamelouks protégés par les Anglais, les uns et les autres haïs par les Égyptiens. Nul autre que lui n'appliqua avec autant d'adresse, de courage et de ruse, la fameuse maxime : diviser pour régner. Comme le disait un témoin oculaire britannique, sir Edward Gouin : « Il s'est fait renard souvent, lion toujours. Il a fait renverser les Osmanlis par les Mamelouks, ces derniers par les Albanais et ceux-ci par les Égyptiens. Il a fasciné, il a détrôné quatre vice-rois, sans craindre de s'asseoir à son tour sur un trône si fragile. Y monter, a-t-on dit, c'était un chef-d'œuvre. Y rester, un miracle ».

En mars 1807, les Anglais occupèrent Alexandrie et envoyèrent environ 1 400 hommes pour s'emparer de Rosette. Ce fut le plus grave danger auquel la puissance militaire naissante de Mohammed-Ali pacha fut exposée. Ses quelques troupes imaginèrent une ruse de guerre et prirent les Anglais dans un guet-apens. Les habitants de la ville et les soldats étaient sur leur garde et prêts à les recevoir, postés dans les ruelles,

les impasses et aux fenêtres des maisons. Ils assaillirent les troupes anglaises à l'intérieur de la ville, à coups de fusils, les forçant à jeter bas les armes et à demander qu'on leur épargnât la vie... Dès lors, Mohammed-Ali pacha employa toutes les ressources de son génie pour conjurer les dangers qui menaçaient son pouvoir. Les Albanais, qui formaient l'armée égyptienne, n'étant pas une milice disciplinée, il dut augmenter leur nombre pour constituer une armée forte, quitte à les maintenir dans le devoir en doublant et en triplant leur solde, jusqu'à la formation d'une armée régulière recrutée dans le pays même.

Si, dans la seconde période de son règne (1811-1823), le vice-roi n'a pas réussi à développer ses institutions politiques et sociales et à les asseoir définitivement sur des bases solides, il a réalisé, cependant, de grands changements qui ont contribué à la transformation profonde de l'Égypte. Il a établi la sécurité dans toute la vallée du Nil, concilié l'islamisme avec la science et le progrès modernes, mais surtout initié une armée nationale sur le modèle européen. La sécurité, en effet, était la première condition indispensable à l'établissement d'un pouvoir fort. En mettant un terme aux troubles intérieurs en 1811, Mohammed-Ali pacha a ouvert une nouvelle ère d'ordre pour l'Égypte. Les bédouins faisaient de temps à autres des incursions dans les villages, pillaient ou tuaient de paisibles habitants. Mohammed-Ali pacha mit à leur poursuite des colonnes mobiles de cavalerie, nouvellement créées, qui les traquèrent et les obligèrent à se soumettre au pouvoir. Mieux encore, il forma avec les bédouins une cavalerie auxiliaire qui lui rendit d'importants services dans les guerres d'Arabie, du Soudan et de Syrie, pays où les montagnes et les déserts se prêtent difficilement à une guerre classique.

Dès 1813, il enrichit son arsenal militaire d'une fabrique d'armes à feu. Mais c'est en 1814 que le vice-roi débuta l'exécution de son projet concernant la fondation d'ateliers et de manufactures. Des Égyptiens, sous la direction de contremaîtres européens, formèrent le personnel de ces établissements industriels fondés pour la plupart entre 1818 et 1821. Un Français, Gonon, organisa l'arsenal militaire de la citadelle du Caire où les ouvriers confectionnaient le matériel d'artillerie, une machine à forer et à tourner les canons, des fourneaux, une fonderie pour les armes légères. Mais une des plus importantes institutions de Mohammed-Ali pacha à la veille de la guerre de Morée, et qui eut une influence décisive sur les destinées politiques et sociales de l'Égypte, fut la création d'une armée nationale. En effet, depuis des siècles, la tâche de la défense du pays était confiée à des soldats étrangers ou à des mercenaires. Le vice-roi, voulant faire grand et exploiter toutes les forces vives de l'Égypte, conçut le projet de se débarrasser de cette soldatesque indisciplinée – peu en harmonie

avec un régime d'ordre – et constituer une armée nouvelle, capable de défendre la nation contre les menaces en particulier de la Sublime Porte ottomane et de réaliser ainsi ses desseins politiques.

Il trouva dans le colonel Joseph-Anthelme Sève (1788-1860) – le futur Soliman pacha – ancien officier français des armées impériales, arrivé en Égypte et engagé au service du vice-roi depuis 1817, l'homme capable de réaliser ses objectifs et d'introduire les principes de la tactique militaire européenne dans la nouvelle discipline (*Nizâm jadid*) des armées. Il nomma dès 1819 Mohammed Lazoghli bey, homme épris de réformes, doué d'énergie et d'incontestables talents, au poste de ministre de la Guerre. Sève partit en octobre 1820 pour Assouan, loin des foyers de révolte. Là, un camp militaire fut établi, d'une part pour instruire un millier de mamelouks ou affranchis attachés au vice-roi et à sa famille, et en faire les cadres des nouvelles troupes et, d'autre part, recevoir les esclaves envoyés continuellement du Soudan et les paysans égyptiens qui devaient constituer le noyau de l'armée.

Il fallut trois ans pour instruire les officiers et former les premières troupes régulières et également pour vaincre bien des résistances de la part des Ottomans ou des Égyptiens avant d'atteindre ce résultat prodigieux. Doumergue, Cadot, Caisson furent les premiers collaborateurs du colonel Sève dans cette tâche qui exigeait zèle et dévouement. Jules Planat, décédé en 1829, un ancien chef de l'artillerie de la garde impériale fut promu chef d'état-major au service du pacha d'Égypte, dont le fils Ibrahim pacha (1789-1848), le futur commandant de l'expédition de Morée, était à la tête de l'armée. Ce dernier n'avait pas la prétention de surpasser les autres en matière de commandement, il étudiait le maniement des armes et apprenait la théorie des évolutions avec ses officiers supérieurs. Il donnait en tout l'exemple du travail et de la discipline dont il comprenait toute l'importance, lui qui avait commandé des troupes irrégulières dans le Hedjaz. Il encourageait l'armée à se soumettre aux règles du service militaire, auxquelles les Arabes ont tant de peine à s'habituer aujourd'hui. La nuit, il parcourait les postes de commandement, éveillait les colonels et, le cas échéant, les rendait responsables des fautes...

À vrai dire, les facultés maîtresses de Mohammed-Ali pacha et d'Ibrahim pacha étaient le sens aigu de l'observation et l'inspiration créatrice, grâce auxquelles ils devinaient les vérités essentielles de la stratégie militaire faite de bon sens. Tous deux avaient le culte des arts de la guerre et de la paix et Ibrahim pacha s'était étroitement associé à cette vaste œuvre de conquête et d'organisation inaugurée par la guerre d'Arabie. Quoiqu'ils fussent dépourvus d'instruction solide, ils la

remplaçaient par le génie actif, par l'instinct de la vraie gloire, par le sentiment du bon et par la raison. Il est vraiment étonnant que l'esprit d'entreprise, qui caractérise notre époque et constitue l'une des qualités fondamentales de la civilisation moderne, ait trouvé, au XIX^e siècle, chez Mohammed-Ali pacha et Ibrahim pacha, une incarnation si vivante.

En janvier 1824, le vice-roi, qui avait déjà 30 000 hommes organisés à la française, proclama son fils aîné Ibrahim pacha généralissime de l'armée expéditionnaire. Vers la fin juillet, une flotte composée de 63 navires de guerre égyptiens – dont deux frégates construites en 1821 par les Anglais, après insistance du consul anglais, H. Salt, auprès de son gouvernement – 100 bâtiments de transport et une armée de 16 000 hommes se dirigèrent vers l'île de Rhodes, afin de se joindre à la flotte du Sultan et d'inaugurer la bataille par une victoire navale. De même la campagne de Syrie (1831-1832) révéla à l'Europe l'existence de l'armée égyptienne et les talents d'Ibrahim pacha, considéré alors par de nombreux militaires comme un des meilleurs généraux de l'époque.

Durant quarante-quatre ans, de 1798 à 1841, l'Égypte a vécu dans un état de guerre dans lequel tous les ressorts nationaux étaient constamment tendus. Cet état violent fut sans doute salutaire à certains égards. Du moins, il secouait la torpeur d'un peuple qui végétait dans l'ignorance et l'apathie depuis des siècles, stimulait sa curiosité dans tous les domaines et réveillait son instinct national et sa fibre patriotique. Mohammed-Ali pacha, qui avait l'ambition de se maintenir au pouvoir et de fonder une dynastie et un grand État fort et indépendant, a su utiliser l'ordre et la discipline militaire pour parvenir à ses fins. Mais l'amour de la gloire ne l'a-t-il pas entraîné trop loin dans ses calculs ?

« L'action politique » qu'assument les armées arabes n'est pas chose nouvelle. Aux XIX^e et XX^e siècles, l'histoire du Moyen-Orient n'est pas moins chargée que celle de l'Occident de coups d'État prétoriens. C'est à tort cependant que l'on parle de révolution de « Palais » opérée, à propos de l'opération menée en 1766, par la milice d'élite que constituaient les Mamelouks après la conquête ottomane ou encore dans l'Empire ottoman, une des plus grandes puissances militaires d'Europe et du Proche-Orient de 1453 à 1923 ; à quoi on peut ajouter la tentative d'assassinat de Mohammed-Ali pacha en mars 1811. En opérant le renversement des oligarchies royales vieillissantes le vice-roi modifia, malgré lui, les structures archaïques des jeunes armées arabes en voie de construction.

Depuis, en Égypte, les *mouqadam* membres des Officiers Libres avec, à leur tête, le *livâ'* Mohammed Naguib et le *mouqadam* Gamal Abdel-Nasser, ont renversé la monarchie égyptienne en 1952. Une révolution qui s'insère dans une série inaugurée en 1881 par des militaires du « Parti

national », dirigés par le *'aqîd* Ahmed Orabi contre le *khédive* Ismaïl et le condominium franco-britannique. En Irak, huit coups d'État s'échelonnent de 1936 à 1968, avant que le civil Saddam Hussein succède aux militaires. En Syrie, cette série compte cinq coups d'État : du *'aqîd* Hosni al-Zaïm qui s'empare du pouvoir le 30 mars 1949 à l'aviateur le *farîq-awal* Hafez Al-Assad qui, à travers un régime autoritaire, dirige la Syrie de 1970 à 2000. Enfin, il y a les exemples du Soudan, du Yémen, de la Libye ou de l'Algérie... Le monde arabe voit, vers la fin du XX^e siècle, les armées soudanaise et yéménite assumer le pouvoir, avec l'appui d'une junte militaire, respectivement le 7 octobre 1958 et le 27 septembre 1962. En Libye, un jeune *naqîb* renverse la vieille dynastie Sénoussie du roi Idriss I^{er}, à Tripoli. Il conserve quarante-deux ans durant ses fonctions de guide, maître absolu de la *Jamahirîyya* libyenne, avant d'être lynché par son peuple en octobre 2011. Il n'est pas jusqu'au sage Liban qui n'ait, pour la Saint-Sylvestre 1961, donné le spectacle d'une « révolte » d'officiers menée par un groupe de jeunes militaires... En Algérie, après l'indépendance du pays en 1962, les régimes militaires s'imposent un temps avec le *'aqîd* Houari Boumedienne et les *farîq* Al-Amine Zéroual et Chadli Benjedid.

Les putschs des militaires sont survenus, pour certains d'entre eux, après la proclamation des indépendances nationales. Les révolutions de 1952 en Égypte et de 1958 en Irak ont ceci de commun qu'elles ont éclaté suite aux attentes populaires de liberté et de développement socio-économique. Aspirations qui furent loin d'être réalisées. La présence des militaires au pouvoir n'a rien résolu au fil des régimes dictatoriaux qui se sont succédé. Pourtant, la bonne volonté des officiers et leur nationalisme sincère ne sont pas en cause. Tous visaient à moderniser leurs pays et à conforter la puissance des armées dans leur mission régaliennne. Aussi, loin de parvenir avec efficacité à leur objectif de développement, les institutions militaires des pays arabes étendent-elles leurs privilèges corporatifs (budget, traitements et équipement). Ayant acquis un statut social élevé, étant donné la part importante du revenu national qu'elles s'octroient, elles révèlent en partie le pourquoi des coups d'État opérés. Le processus historique ayant permis l'accession des armées arabes au pouvoir a fait de celles-ci une structure gouvernante. Aussi pendant longtemps, ne sera-t-il pas question d'une institution apolitique contrôlée par les civils, même si, avec le recul, la trajectoire des armées apparaît comme le fruit d'une volonté affichée dès l'origine d'opérer cette reconversion de l'appareil militaire pour en faire le soutien du pouvoir.

PREMIÈRE PARTIE

LA TENTATION DU POUVOIR

1

Égypte - Syrie - Liban

Ces pays du Proche-Orient ont été tous trois fortement impactés par le problème palestinien. L'armée égyptienne et les forces syriennes ont été engagées lors des guerres israélo-arabes, lesquelles ont occasionné des dégâts collatéraux au Liban, dont l'occupation militaire syrienne. Par ailleurs, l'Égypte et la Syrie ont partagé, durant une courte période, la même vision de l'arabisme au sein de la République Arabe Unie.

L'Égypte : des militaires incontournables

En Égypte, l'armée, qui a pris le pouvoir après la révolution du Mouvement des Officiers Libres (*Harakat al-Doubbât al-Ahrar*) du 23 juillet 1952, représente un poids historique et symbolique important depuis la révolution orabiste en 1881 et la guerre de Palestine en 1948. Elle va se parer de prestige en partie en raison de la légitimité du Conseil de Commandement de la Révolution formé en 1952, qui était composé des officiers suivants :

- le *liwâ* Mohammed Naguib (1901-1984),
- le *mouqadam* Gamal Abdel-Nasser (1918-1970),
- le *râ'id* Abdel-Hakim Amer (1919-1967),
- le *mouqadam* Anouar Al-Sadate (1918-1981),
- le *râ'id* Salah Salem (1920-1962),
- le *râ'id* Kamaledine Hussein (1921-1999),
- le *râ'id* Gamal Salem (1918-2001),
- le *râ'id* (aviateur) Hassan Ibrahim (1917-1990),

- le *râ'id* Khaled Mohieddine (né en 1922),
- le *râ'id* Abdel-Latif Al-Boghdâdi (1917-1999).

Le *râ'id* Hussein Al-Chaféï (1918-2005) et le *mouqadam* Zakaria Mohieddine (1918-2012) rejoindront le mouvement plus tard. Ce Conseil est bien accueilli dans une société civile pourtant habituée à mépriser les militaires. Il souhaite en finir avec l'occupation britannique et assure la transition vers un régime républicain. L'urgence sera de mettre en place une force de défense, après l'incident du raid israélien sur Gaza en février 1955. Cette situation pèse encore beaucoup sur la politique extérieure et l'économie nationale. « Au fil du temps, les officiers égyptiens se sont cachés sous le vernis d'institutions démocratiques, de systèmes de représentation (...) mais durant les périodes de crise, l'armée a tendu à déchirer cette façade¹ ». Le corps militaire reste une institution qui a installé au sommet de l'État les présidents et qui, parallèlement, a su se battre sur le front du Sinaï en 1973.

Depuis la création de l'État moderne égyptien par Mohammed-Ali pacha, l'armée s'est rapidement imposée comme le moteur de l'évolution sociopolitique du pays. Conçue initialement pour remplir la fonction de pilier du régime, elle a façonné les perceptions et la vision qu'avait l'Égypte de son rôle en tant qu'acteur régional et interlocuteur international. La relation symbiotique entre le pouvoir et l'armée a atteint son apogée sous le pouvoir de Gamal Abdel-Nasser entre 1953 et 1970. Ses deux successeurs, Anouar al-Sadate et Hosni Moubarak (né en 1928), ont déployé une grande énergie pour se démarquer de l'héritage nassérien dans le but de réformer les structures et les institutions gouvernementales égyptiennes. Ils se sont inscrits alors dans deux processus parallèles : la dépolitisation et corollairement la professionnalisation des armées d'une part et la démilitarisation de la vie politique d'autre part. Les progrès accomplis dans cette voie n'ont pas encore réussi à résoudre les ambiguïtés inhérentes aux rapports entre civils et militaires. Enfin, les généraux de l'armée égyptienne ont formé dès 1955, date à laquelle Abdel-Nasser et ses compagnons s'engagèrent dans la vie politique, la très grande majorité du personnel supérieur du corps diplomatique ; une très forte proportion des présidents, des directeurs et des membres des conseils d'administration des organismes publics ; un large pourcentage des ministres, sous-secrétaires d'État, directeurs généraux et directeurs des différents ministères régaliens ; la quasi-totalité des cadres supérieurs et de

1. Steven A. Cook, *Ruling but not governing : The Military and Political development in Egypt*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2007.

direction des services de sécurité intérieurs et extérieurs, une proportion très importante des fonctions de direction dans les domaines de la culture, de l'information, de la presse, de la radio et de la télévision.

Une révolution retombée

Le 9 septembre 1881 au Caire, le *'aqîd* Ahmed Orabi (1839-1911) à la tête de plusieurs régiments vient sommer le *khédive* Théwfiq (1852-1892) de révoquer le ministère de Moustapha Riad pacha (1835 ou 1836-1911). Il demande le départ immédiat du ministre de la Guerre, le *liwâ'* circassien Osman Rifqi pacha (1839-1886). Le *khédive*, destabilisé par l'omniprésence à ses côtés du consul anglais Cockon, va se montrer faible. Le nombre des soldats brandissant leurs armes, rassemblés sur l'esplanade du palais khédivial d'Abdine, avoisine les 4 000. Ils ont apporté des canons, bien décidés à résister si la situation vient à tourner à leur désavantage. Des fenêtres proches, des terrasses qui entourent la Grand-Place, devant le palais khédivial, toute une foule contemple l'humiliation du maître de l'Égypte, « *Sahib Misr* ». Orabi est arrivé à cheval, sabre au clair, entouré d'une trentaine d'officiers, parmi lesquels le *'aqîd* Abdel-'Aal Hélmi pacha (?-1891) et le *'aqîd* Ali Fahmi al-Dîb (?-1911) dont l'histoire retiendra les noms. Il parle un dialecte qui, par rapport au turc, à l'arabe de chancellerie ou au français de salon, instaure une nouvelle dimension des choses. C'est le premier putsch militaire d'envergure dans le monde arabe. Le *khédive* se retire, de peur que les menaces ne dégénèrent. Un an plus tard, le 25 septembre 1882, il devra revenir d'Alexandrie escorté par les Britanniques. Le poste de ministre de la Guerre sera occupé en 1881 par un fidèle d'Orabi, Mahmoud Sami al-Baroudi (1838-1904) homme politique et poète de renom, avant qu'Orabi lui succède en 1882.

Sous Théwfiq, chacun sentait que la situation était désespérée : de l'endettement, le pays sombrait dans l'occupation. Où était l'Égypte dans tout cela ? La colère même des officiers égyptiens lors de leur première manifestation en février 1879 ne fut-elle pas partiellement provoquée ? Pour naturelle qu'elle nous paraisse, n'avait-elle pas aussi été attisée par des agents occultes ? La « révolte » des officiers d'origine égyptienne venait de la monopolisation des promotions au grade d'officiers généraux par des militaires turcs et circassiens. Mais ce n'était pas seulement, comme cela avait pu l'être dans la France de 1789, la revendication d'un Tiers-État ambitionnant d'accéder aux commandes en légalisant des capacités reconnues. Il s'agissait ici d'une protestation ethnique et presque

d'un renversement des valeurs. Si l'incapacité du *fellah* à exercer des responsabilités s'imposait comme un dogme, le système fondé par Théwfiq était assis sur le mérite convenu de deux sortes d'allogènes : Ottomans et Européens, ceux-ci d'ailleurs surclassant de plus en plus ceux-là. Pourtant, depuis un demi-siècle, la dynastie avait, pour des raisons variables, ébréché le privilège en suscitant des promotions *indigènes*. Quoi qu'il en soit, la révolution orabiste des militaires égyptiens a pu être indisciplinée et, sous beaucoup de rapports, démagogique. Les hommes qui l'ont conduite ont pu faire preuve d'incapacité, ou du moins se laisser dépasser par des forces imprudemment mises en éveil, on ne peut pas ne pas être frappé par les solidarités qui, en 1881 et 1882, ont commencé à se nouer entre les militaires et la masse populaire. Étonnant bégaiement de l'histoire ! On connaît l'issue : le bombardement et l'occupation d'Alexandrie par les Britanniques en 1882, puis leur marche sur Le Caire. Mais que d'événements, parmi ceux qui précèdent, restent inintelligibles ! Trahison dans l'entourage d'Orabi ou incompetence de certains officiers révolutionnaires ? Tout le monde savait d'avance où le choc allait se produire. On l'attendait pour le 25 août. Dès le 20, il était certain que les Anglais attaqueraient Orabi à Kafr al-Dawwar pour l'occuper, pendant que lord Wolseley, arrivé le soir même à Ismaïlia avec 6 000 hommes, attaquerait les troupes orabistes installées à Tell-al-Kabir, pour rentrer sur Le Caire. Il ne semble pas que cette prévision ait mis Orabi sur ses gardes. Pourquoi ? Et pourquoi les Égyptiens, qui tiennent honorablement à Kafr al-Dawwar, se battent bien à Qassâsine, s'effondrent-ils à Tell al-Kabir ? Orabi ne peut-il résister, avec les 70 000 hommes qu'il prétend avoir encore au Caire ? Non. Il part en calèche pour se rendre à la caserne d'Abbasiyya qu'occupe la cavalerie anglaise. N'a-t-il pas été victime, en plus des lâchages que l'on sait, de fallacieuses tractations ?

Qu'Orabi n'ait pas été à la hauteur des idées qu'il incarnait ni des actes dont il donnait le prétexte, ce n'est là qu'un trait de l'époque. Ce qui nous intéresse dans ce personnage, outre sa malchance, ce sont les causes génériques de son échec. Orabi reste à la fois le chef charismatique d'un groupe d'officiers – d'une junte militaire diront certains – véritablement nationalistes, armés des moyens de l'époque et celui d'une insurrection militaire qui mit en difficulté une armée d'occupation. Le révolté est-il trop bon élève, ou pas assez ? En lui, comme dans l'Égypte de la fin du XIX^e siècle, se manifeste une distorsion néfaste entre l'élan de la base et l'institution militaire ou, comme elle aspire aussi à l'être, politique. La révolte militaire d'Orabi sera considérée dans l'Égypte nassérienne

comme une étape glorieuse de l'émancipation nationale menée sous l'occupation britannique par des officiers égyptiens. De fait, elle va ouvrir l'ère des coups d'État militaires dans le monde arabe. La révolution du mouvement des Jeunes Turcs s'y apparente, comme celle des Officiers Libres égyptiens.

Le pouvoir aux officiers libres

Le coup d'État de 1952 est mené par une junte aux effectifs modérés, sans déploiement important de force, sans effusion de sang et sans le concours d'un appui logistique local. Quand le comité exécutif des Officiers Libéraux, qui seront connus plus tard sous l'appellation générique d'Officiers Libres, occupe le Grand quartier général du Caire, après s'être emparé des leviers de commande de l'État, la première préoccupation des artisans de la révolution du 23 juillet 1952 est de trouver l'homme qui va gouverner l'Égypte. Si tout le monde s'accorde pour écarter du pouvoir le roi Farouq I^{er} (1920-1964), il n'est, au départ, pas question d'installer une dictature militaire, mais la République d'Égypte. Les Officiers Libres ont hâte d'épurer l'armée après la défaite arabe de 1948 et le trafic d'armes – non fonctionnelles – découvert au sein même de l'état-major général. Mais leur programme prévoit aussi le départ des troupes anglaises stationnées sur les rives du canal de Suez et l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire travaillant au redressement du pays. Un homme d'expérience doit s'atteler à réformer l'administration civile, prélude à l'instauration d'un régime démocratique. Le choix se porte sans hésitation sur un personnage charismatique, de surcroît le plus gradé et fort apprécié par la troupe, le *liwâ'* Mohammed Naguib, nommé « commandant en chef des Forces Armées, leader de la révolution ». Dans son premier message radiodiffusé, le 27 juillet, il précise : « Nous sommes des militaires et nous n'avons absolument rien à voir avec la politique, même pas à faire des suggestions sur des questions politiques... Les militaires n'y ont rien à voir. Nous sommes responsables de l'épuration de l'armée dans ses propres rangs, de la corruption qui la dévorait, nous voulons la régénérer et la renforcer ».

Dans toute cette activité politique, le *mouqadam* Gamal Abdel-Nasser n'apparaît pas aux yeux du public. Que fait-il donc ? En sa qualité de directeur de cabinet du commandant en chef des armées, c'est bien lui qui est en charge de l'épuration au sein de l'institution militaire. Sans bruit, méthodiquement, il prépare les nominations, les mutations, les révocations, que signe le *liwâ'* Naguib. Celui-ci est bien trop occupé par le rôle

de premier plan qui lui est dévolu pour s'intéresser à ces mesures administratives. En même temps, au sein du Comité exécutif des Officiers Libres, qui deviendra bientôt le Conseil du Commandement de la Révolution, Abdel-Nasser bataille pour éviter la prise effective du pouvoir par la junte. Il est partisan non pas du rappel de l'ancien Parlement wafdiste, mais du retour aux libertés constitutionnelles par l'organisation d'élections dans un délai maximum de six mois. Ainsi, il évite que le pouvoir ne soit assumé par les officiers révolutionnaires, qui ont encore en mains les troupes qu'ils commandaient au moment du coup d'État du 23 juillet. Car ces officiers ont des idées différentes dans le domaine politique, social, économique. Ils n'ont en commun que le dégoût de l'ancien régime royaliste. Leurs points de vue s'opposent violemment dès qu'il s'agit de définir un programme d'action pratique. Tout sera perdu s'ils s'affrontent et se combattent. Plusieurs des membres du Comité exécutif sont partisans d'une dictature révolutionnaire : le *mouqadam* Youssef Mansour Saddick (1910-1975), influencé par les théories communistes, veut tirer le mouvement à gauche ; le *mouqadam* Abdel-Moneim Amine, inféodé aux Frères musulmans, rêve quant à lui d'un État théocratique dont le Coran serait l'unique Constitution. Mais la majorité ne se laisse pas convaincre par ces points de vue extrémistes. Saddick et Amine, qui ont joué avec leurs troupes un rôle actif dans la prise du pouvoir, finissent par se voir exclus du Comité exécutif dans lequel la personnalité d'Abdel-Nasser prédomine.

Durant la première semaine d'août 1952, des débats passionnés se poursuivent, souvent durant toute la nuit. La thèse constitutionnelle et démocratique d'Abdel-Nasser l'emporte. Et quand, le 9 août, le Premier ministre Ali Maher (1882-1960) veut publier une déclaration solennelle sur la politique intérieure qu'il entend pratiquer, il a la surprise de voir son texte suspendu dans les rédactions des journaux par les émissaires du Comité exécutif. Sa déclaration promet de « promulguer une législation organisant une vie parlementaire réelle » sans fixer de date pour la convocation du Parlement. Les militaires n'autorisent la publication du texte d'Ali Maher qu'à la seule condition que le journal publie, sur la même page, un avis du Comité exécutif stipulant que le Parlement doit être convoqué dans les six mois, donc en février 1953. « C'est ce qui a été convenu entre nous », déclarent les jeunes officiers au Premier ministre, qui prétend, en politicien expérimenté, qu'il est plus prudent de ne pas se lier par une promesse trop précise. Ainsi donc, les militaires ne se contentent pas d'épurer l'armée, ils s'occupent bel et bien de politique et leur chef, le *liwâ'* Naguib, accompagné du '*aqîd* Anouar al-Sadate ou du *râ'id*-aviateur Gamal Salem, vient quotidiennement, parfois deux fois par

jour, transmettre au Premier ministre des suggestions qui ressemblent singulièrement à des instructions. Dans un entretien accordé en juillet 1959 au rédacteur en chef d'*Al-Ahram*, Mohammed Hassanein Heykal (né en 1923), le président Nasser déclare : « Le coup d'État est une entreprise visant à changer la personne du gouvernement, alors que la révolution a pour mission de changer la base même de la société. Ainsi le coup d'État, par quoi débute la révolution, peut être accompli en quelques heures ou en quelques jours. Quant à la révolution, elle a besoin d'un temps beaucoup plus long. Les révolutions les plus difficiles sont celles qui sont accomplies par l'armée. Les Armées ne sont pas faites pour le travail politique. Les peuples font appel à elles pour changer une situation lorsque les autres moyens se sont révélés impuissants ou inopérants. Les hommes qui prirent une part active à la révolution du 23 juillet avaient fait œuvre politique et il leur était difficile de retourner dans les rangs de l'armée et de se conformer à sa stricte discipline. Leur présence dans l'armée pouvait, dans ces conditions, avoir une influence déplorable sur les troupes. C'est pourquoi il fut décidé de les écarter des rangs. Ce fut pour eux un terrible sacrifice, car ils aimaient l'armée et lui avaient consacré le meilleur de leur jeunesse² ».

Dans la même interview, Abdel-Nasser remarque que pour préserver l'unité de l'armée, pour lui conserver son efficacité en tant que force combattante, il faut lui faire sentir qu'elle a participé à une révolution réelle, réalisant une refonte fondamentale de la société, et non à une aventure destinée à remplacer un gouvernement par un autre. Il s'agit donc de séparer de l'armée les artisans du coup d'État, à la fois pour préserver l'ensemble du corps des officiers du virus de l'action politique et pour enlever, à ceux qui ont fait acte révolutionnaire, le contact direct avec les troupes dont ils seraient tentés de se servir pour d'ultérieurs coups d'État, sans révolution. Le recours à Ali Maher, pour assumer le pouvoir, avec une équipe de ministres civils, libéraux et respectés des Égyptiens comme des Occidentaux, se révèle une opération magistrale, qui évite la brusque prise du pouvoir par un groupe de jeunes officiers supérieurs aux idées politiques divergentes. Ainsi, dans la junte, les tendances socialistes et même communistes du *râ'id* Khaled Mohieddine, le « major rouge », et du *mouqadam* Youssef Saddik, la mystique des officiers « Frères musulmans », comme du *mouqadam* Abdel-Moneim Abdel-Raouf (1914-1985), auraient pu s'opposer aux idées laïques et libérales des tempéraments plus bourgeois d'autres artisans du coup d'État. Quant au *mouqadam* Rached Méhanna, après s'être dérobé en mars 1952, lorsque les Officiers Libres

2. Traduction dans *La Bourse Égyptienne* du 2 juillet 1959.

comptaient sur lui pour l'exécution du coup d'État, il était accouru d'Al-Ariche pour se joindre, avec son corps d'artillerie, à la révolution triomphante. Il comptait bien jouer un rôle de premier plan et, bien qu'il ne fût pas membre du Comité exécutif, il passa aux yeux de beaucoup – en particulier des journalistes américains – pour son chef occulte.

Très habilement, Gamal Abdel-Nasser écarte Rached Méhanna de son corps d'artillerie en le faisant nommer, pour quelques jours, ministre des Communications dans le cabinet d'Ali Maher, puis dès le 5 août, membre du Conseil de Régence avec le prince Mohammed Abdel-Moneim (1899-1979) et l'ancien président du Conseil d'État Bahieddine Barakat (1889-1972). Installé au palais d'Abdine, Rached Méhanna indispose les Officiers Libres par ses allures prétentieuses, ses opinions réactionnaires et sectaires. Au bout de deux mois, le 14 octobre, il est révoqué du Conseil de Régence par une décision du Conseil de la Révolution et arrêté mi-janvier 1953 pour tentative de mutinerie et condamné à la prison à vie par une cour martiale présidée par Gamal Abdel-Nasser. En confiant provisoirement le pouvoir à Ali Maher, le Comité exécutif se donne donc le temps d'élaborer une doctrine, d'inscrire dans ses grandes lignes le programme de la révolution, que le *liwâ'* Naguib ignorait encore le 27 juillet, quand il affirmait que « les militaires n'avaient absolument rien à voir avec la politique », ou le 30 juillet quand il déclarait que « le régime monarchique est maintenu en Égypte », que « la Constitution doit être appliquée dans sa lettre et dans son esprit, et qu'il n'y a pas eu de renversement de régime ». Les déclarations apaisantes du jovial *liwâ'*-président des Officiers Libres évitèrent une possible intervention militaire britannique ainsi qu'une réaction des milieux royalistes, des princes et des grands propriétaires que le mot même de révolution effrayait. De ce côté, le danger n'était pas grand. La maladresse du roi Farouq 1^{er}, durant la dernière année de son règne, avait fait perdre au trône d'Égypte l'estime de ceux-là mêmes qui avaient été appelés par lui à diriger le pays. Personne ne se dressa pour défendre le pouvoir royal discrédité.

Avec une rapidité étonnante, tout en restant dans la pénombre, Gamal Abdel-Nasser fait adopter par ses camarades du Comité exécutif les idées politiques et sociales qu'il a longuement mûries durant sa vie de collégien nationaliste, d'officier en service en Égypte et au Soudan ou combattant en Palestine, puis de professeur à l'École d'état-major. Le coup d'État du 23 juillet n'est pour lui que le prélude à une véritable révolution, à une transformation fondamentale de la structure politique et économique de l'Égypte. Au cours des longues séances du Comité exécutif se forment les revendications essentielles des jeunes officiers révolutionnaires. Dès 1953, Gamal Abdel-Nasser se sent investi d'une mission à la fois nationale et

internationale : celle de rapprocher les musulmans du monde entier, de rassembler en une seule nation les pays frères arabes. Pour réaliser les objectifs de la révolution, il doit contrôler le pouvoir politique. Or, de nature conciliante, le *liwâ'* Naguib – le premier président de la République d'Égypte – va tenter d'éviter les mesures arbitraires et les décisions rigoureuses, de tempérer ses camarades dont l'ardeur excessive peut gêner ses interlocuteurs. Il souhaite avant tout le retour des officiers dans leurs casernes et la remise de la jeune République aux civils. Oubliant parfois qu'il est arrivé au pouvoir par un coup d'État militaire préparé par d'autres officiers, il a tendance à se désolidariser de la politique révolutionnaire menée par l'aile dure du Conseil de la Révolution, dont Abdel-Nasser prépare les décisions. L'intègre officier général, ballotté par les courants politiques adverses, laisse croire à chacun que sa « paternelle » présidence n'empêchera personne d'affirmer ses convictions personnelles et d'agir pour l'avenir de la nouvelle République. Sa popularité incontestée est un capital que chaque mouvement politique tente d'exploiter. Quant à la junte, c'est sur elle que se cristallise l'impopularité des sacrifices imposés par les putschistes.

Abdel-Nasser se pose alors une double question. Pourquoi abandonner la partie alors que lui conserve *de facto* le pouvoir ? Pourquoi laisser à un autre le gouvernail du pays, alors que la direction à suivre est préétablie et que lui-même s'est imposé au sein de ses camarades ? Les jeunes officiers partisans d'Abdel-Nasser font entendre au *liwâ'*-président que s'il n'est pas d'accord avec la ligne politique directrice du Conseil de la Révolution et ses méthodes, il peut donner sa démission. Mohammed Naguib, fatigué et déçu, convaincu qu'un complot se trame contre sa personne, adresse en ce sens, le 23 février 1954, un courrier à l'instance dirigeante du Conseil de la Révolution qui l'entérine le même jour après avoir délibéré pour la forme. Abdel-Nasser est accusé par les partisans du *liwâ'* Naguib d'avoir détourné la Révolution de son cours initial en remplaçant l'autocratie d'une monarchie obsolète par celle de l'armée. Une mutinerie des cavaliers au sein d'un noyau dur des Officiers Libres, vite contenue, révèle une dissidence dans l'armée de Terre, artisanne de la révolution et assise du pouvoir. Abdel-Nasser se prépare à éloigner tous ses détracteurs du gouvernement qu'il dirige sans partage. Le pouvoir, il l'emporte haut la main au sein du Conseil de Commandement de la Révolution. Il place le *liwâ'* Naguib en résidence surveillée et fait entrer huit de ses fidèles lieutenants au gouvernement, dont Anouar al-Sadate, le *râ'id* Ali Sabri (1920-1991), le *mouqadam* Hussein al-Chafêi, le *râ'id* Kamaledidine Hussein, le *râ'id*-aviateur Hassan Ibrahim et le *râ'id* Abdel-Latif al-Boghdadi. Désormais, le *'aqîd*-président règne à la tête de l'Égypte. On le

salue du nom de *Raïs*, titre qui sera systématiquement octroyé à tous ses successeurs.

« *L'armée est le peuple* » sous Abdel-Nasser

Le rôle de l'armée demeure influencé par l'ancienneté de l'institution militaire en Égypte depuis Mohammed-Ali pacha qui fut l'initiateur d'une troupe égyptienne disciplinée et de la tradition militaire ottomane qui a instauré la conscription obligatoire. En 1951, la Garde nationale, unité paramilitaire distincte formée de réservistes des armées royales, de concert avec la police, est employée contre les troupes britanniques basées dans la zone du canal de Suez. Elle ne réapparaît que deux ans après le « jour béni de la révolution », réorganisée par le *râ'id* Kamaledine Hussein, afin de parer à une éventuelle rébellion des forces royalistes contre Abdel-Nasser. Celui-ci, l'alerte passée, va s'empresse de la dissoudre. Par ailleurs, des mesures sont prises pour améliorer la vie quotidienne des militaires de tous rangs. Des avantages matériels achèvent de susciter des vocations, de rendre de l'attrait à la carrière des armes. Les indemnités de vie chère, supprimées un temps pour les fonctionnaires civils, sont maintenues pour les militaires. Des villes nouvelles sont construites pour les cadres près du Caire, d'Alexandrie et d'Ismaïlia. Des coopératives de consommation, bien approvisionnées, sont créées pour les familles de militaires. Des bons de réduction leur permettent d'acquérir à prix coûtant des appareils ménagers... L'évacuation de la zone du canal de Suez par les Britanniques en vertu du traité du 19 octobre 1954, l'acquisition d'un armement moderne recherché d'abord aux États-Unis, puis, sur leur refus par crainte de faciliter une agression contre Israël, en URSS et en Tchécoslovaquie, l'augmentation des budgets militaires, l'annonce de l'entrée en fonction prochaine d'avions à réaction et le lancement d'une fusée de conception et de fabrication égyptienne, sont de nature à contenter les militaires égyptiens. Le *raïs* ne néglige aucune occasion de mettre à l'honneur les caractéristiques techniques et de performance de son armée et de faire un rapprochement avec la nation. Des compagnies de parachutistes appartenant aux Forces spéciales, dites *Al-Sa'èqa*, rehaussent l'éclat au cours de parades interminables et de défilés grandioses. Les officiels, invités et membres du gouvernement, sont aux premières loges dans des tribunes gardées par des unités de la police militaire. Des salons de l'armement rappellent aux Égyptiens qu'ils peuvent se fier à leur nouvelle armée nationale. Dans la nouvelle Constitution il est bien inscrit que « la défense de la patrie est un devoir

sacré et que l'accomplissement du service militaire est une obligation et un honneur pour tous les citoyens ».

L'instruction militaire est introduite dans les programmes scolaires. Les membres du gouvernement, les directeurs des services et tous les fonctionnaires militaires et civils sont astreints à des « périodes de perfectionnement et de réquisition nationale ». Soucieux de ne pas diviser les rangs, le *raïs* ne se hâte pas de définir une ligne de conduite dite « d'intérêt national et politique ». Il fait d'abord appel à l'esprit de discipline des citoyens et organise des semaines d'éducation civique. Les militaires proclament que tout se résume dans une formule simple : « l'Armée est le peuple ». L'état-major promet des élections législatives dans « un avenir proche ». Une Brigade universitaire rassemble les étudiants prêts à s'engager. Un officier général est nommé à la tête du ministère chargé d'en diriger les activités. Ainsi, la mobilisation des cerveaux est assurée de concert avec lui par deux autres départements ministériels : celui du ministère de la Culture et de l'Information et celui de l'Éducation nationale. Ils sont respectivement dirigés par deux Officiers Libres de la première heure, des fidèles d'Abdel-Nasser, Kamaleddine Hussein et le *râ'id* Salah Salem, le frère de Gamal Salem. Des décrets facilitent l'accès au statut d'officier des titulaires de diplômes universitaires. Une faculté technique militaire, ouverte aux civils, est créée en 1961. Grâce à cet arsenal de dispositions, dont il n'est donné ici qu'un aperçu, on voit que le régime s'applique à choyer son armée qui représente, outre des prérogatives militaires bien précises, un personnel qu'il s'efforce de rendre polyvalent. Lorsque le 1^{er} février 1958, la République Arabe Unie verra le jour simultanément au Caire et à Damas, c'est encore sur l'armée que s'appuiera Abdel-Nasser pour maintenir l'ordre et menacer Israël, et surtout consolider cette fusion qui ne faisait pas l'unanimité au sein de l'état-major égyptien. La part revenant à la charge des militaires égyptiens sera majeure et calculée en fonction du pourcentage respectif des effectifs d'active égyptiens et syriens. À Damas, les services des *moukhâbarât* militaires syriens dirigés par le *'aqîd* d'état-major Abdel-Hamid Serraj (né en 1925), homme fort du régime et représentant le *mouchîr* Amer, seront chargés de contenir toute rébellion au sein des armées syriennes, en collaboration toutefois avec la sécurité militaire égyptienne...

Le soin que le pouvoir nassérien apporte à l'image de son armée et les efforts qu'il déploie pour susciter l'enthousiasme des Égyptiens n'a d'égal que le discrédit où il s'est acharné à faire tomber les partis « royalistes », considérés comme des obstacles majeurs entre le *raïs* et son peuple, une entrave à la marche de la révolution. Peu importe à Abdel-Nasser le rôle

réformateur joué par quelques militaires de son entourage, « une minorité qui doit entrer dans le rang » selon lui. Il juge qu'ils se sont discrédités eux-mêmes face au peuple en se compromettant avec le système monarchique aboli, voire pire, en tissant des liens avec les communistes. Il voit en eux de « dangereux mutins » risquant de saboter l'action révolutionnaire du noyau central des Officiers Libres dont il fait partie. Dans les mois qui suivent l'éviction du *liwâ'* Naguib, des officiers qualifiés de « rebelles », sont placés dans le corps de réserve. Plusieurs procès devant une cour martiale sont intentés à l'encontre des responsables « sortis du rang » ! D'autres officiers sont fusillés pour insubordination et trahison envers la révolution. Le *raïs* ne cesse de conforter sa position de leader du mouvement militaire et en assume pleinement les responsabilités devant le Conseil de la Révolution. La conquête définitive du pouvoir par Gamal Abdel-Nasser a ainsi duré vingt-six mois.

Les pièges de Suez et des Six-Jours

Le 16 octobre 1956, alors qu'une intervention tripartite anglo-franco-israélienne sur Port-Saïd est prévisible, le *mouchîr* Abdel-Hakim Amer, Commandant en chef des armées égyptiennes, déclare que son pays entrera en action dès lors que la Jordanie sera attaquée. Le 19, Abdel-Nasser ajoute que l'Égypte est déjà prête au combat. Si ces déclarations avaient été faites huit jours plus tôt, elles auraient influencé les élections jordanienues du 23 octobre où se dessinait une majorité de tendance nassérienne au Parlement. L'étincelle de la guerre est précédée par un attentat contre le *mouchîr* Amer qui rentre en avion de Damas. Un début d'insurrection de quelques hauts gradés qui, finalement, échouera puisque que c'est le second appareil, transportant des officiers de son état-major, qui s'abîme en mer. Arrivé au Caire, Amer apprend la gravité de la situation : l'espace aérien égyptien a été violé simultanément par des chasseurs-bombardiers britanniques à l'ouest et des *Mystère* israéliens à l'est du canal de Suez. Sans entrer dans les détails de la stratégie égyptienne, il faut signaler qu'Abdel-Nasser avait en main le plan allié de l'*Opération Mousquetaire* – piège des services secrets britanniques – qui prévoyait un assaut massif sur Alexandrie, avec une possibilité d'attaque aérienne de diversion sur Port-Saïd, et comme principal objectif : Le Caire. Le *raïs* déploie donc toutes ses unités combattantes ne laissant face à Israël qu'un rideau de troupes d'infanterie. Il regroupe toutes ses divisions d'artillerie de campagne au centre du pays. Seules des unités de reconnaissance couvrent Ismaïlia et le débouché de Port-Fouad. D'autres,

plus importantes, bloquent la sortie d'Alexandrie, mais l'essentiel de l'armée égyptienne couvre la capitale. Les Israéliens sont certains d'entrer dans le Sinaï, si Abdel-Nasser maintient ce plan. L'erreur tactique du président égyptien est d'envoyer dans la péninsule beaucoup plus de troupes de l'intendance et du génie que de forces combattantes comme la 3^e et la 4^e division d'infanterie. Dans l'urgence, le gouvernement va parer à la menace en expédiant des renforts. Une brigade d'infanterie se dirige vers les passes de Mitla, au centre du Sinaï, pour repousser les parachutistes israéliens et un bataillon d'infanterie vers le nord, à Al-Arish, pour renforcer les défenses côtières. On décide surtout de faire passer à l'est du canal, à travers le pont d'Al-Ferdane, deux régiments de blindés lourds disposant de chars tchécoslovaques *T 34* et de canons russes automoteurs *SU 100* plus quelques unités d'infanterie légère en appui logistique. Le gros de ces unités se portera vers la frontière par la route principale, dite « route des Turcs ». L'arrêt de l'expédition, avec le retrait des troupes anglo-franco-israéliennes demandé par les États-Unis et l'URSS, est considéré comme un succès par Abdel-Nasser. Pourtant, cet événement n'a pas redoré le blason des armées égyptiennes encore insuffisamment entraînées et dont l'encadrement, surtout parmi les officiers supérieurs, laisse à désirer. Le *raïs* poursuivra néanmoins le réarmement de ses troupes auprès d'autres alliés du bloc de l'Est.

En mars 1962, la tension monte au sein de l'état-major des armées. Durant plusieurs jours, le *mouchîr* Amer reste injoignable. Des rumeurs circulent selon lesquelles un groupe d'officiers se serait rangé à ses côtés et que des régiments d'infanterie font mouvement vers la capitale. Des bruits courent qu'un coup d'État est imminent contre le *raïs*. Les faits avérés sont plus simples même si un malaise réel existe au sein des armées entre les tenants d'Amer et ceux du Président égyptien. Le facteur principal tient à la personnalité controversée du *mouchîr*, homme discret mais ambitieux. Il est sorti démoralisé de la crise syrienne du 5 octobre 1961 lors de la sécession de la Syrie du cadre de la République Arabe Unie. Il a mal accepté la décision unilatérale d'Abdel-Nasser de réorganiser le Conseil Suprême des Forces Armées (Terre, Air, Marine nationale, Défense antiaérienne, *moukhâbarât*) et s'est vu refuser un droit de veto sur les nominations des chefs de corps et du chef d'état-major. Il a même annoncé son intention de partir en exil en Europe. D'abord furieux des états d'âme d'Amer, Abdel-Nasser s'est avisé de le ramener à la raison afin d'éviter un conflit ouvert dans un contexte délicat. Le départ du fidèle compagnon de route ne pourrait en effet que favoriser d'éventuelles menées contre-révolutionnaires dans l'armée et disloquer le réseau historique des Officiers Libres.